



Se mettre ensemble pour relever les défis de la mondialisation numérique

## Quel avenir pour les médias francophones?

C'est à cette excellente question qu'ont tenté de répondre les participants à une conférence internationale organisée du 8 au 10 octobre 2014 par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) en partenariat avec le pôle médias HEC de l'Université de Montréal.

Les débats, auxquels ont participé des journalistes et spécialistes des médias venus d'une dizaine de pays, ont mis en évidence la rapidité et l'ampleur des mutations technologiques ainsi que l'importance de leurs répercussions sur le monde des médias traditionnels, dans l'espace francophone comme ailleurs. Ces changements remettent notamment en question la viabilité économique des médias traditionnels et les compétences des professionnels.

Grâce notamment à l'initiative et aux efforts de Tidiane Diop, responsable du programme médias à l'OIF, plusieurs journalistes de la mouvance francophone ont ainsi eu l'occasion d'échanger leurs expériences et de décrire la situation qui prévaut dans leur pays respectif. De la Tunisie post-révolutionnaire, où certains sites d'information alternatifs ont joué un rôle capital, au Vietnam, qui surprend par son niveau de développement informatique et fait figure de nouveau « tigre » asiatique dans ce domaine, en passant par la Moldavie, où les technologies de l'information concernent bien davantage les communications individuelles que les médias, divers intervenants ont donné une image contrastée des médias et de leurs problèmes à travers le monde francophone.

### L'indifférence coupable de la France

Une autre table ronde, à laquelle ont participé quelques grands patrons de presse tels que le PDG de France Télévisions, le nouveau président de Radio France, la présidente de France Médias Monde et le vice-président des services français de Radio-Canada, était consacrée aux multiples défis que doivent relever les grands diffuseurs publics francophones. Si leurs interventions ont été le plus souvent convenues et sans surprise, trois autres ont particulièrement retenu l'attention des participants: celles de l'administrateur général de la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) et directeur de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), Jean-Paul Philippot, qui s'était illustré l'an dernier en dénonçant en termes très vifs la fermeture brutale de la télévision publique grecque par le gouvernement d'Athènes, celle de Jacques Pilet, auteur, en tant que représentant de Ringier, d'un impressionnant état des lieux de la situation des groupes de presse en Suisse et ailleurs, et surtout celles d'Adbelmoumaïm Dilami, président de l'UPF et patron de presse au Maroc, qui a indiqué que les médias marocains qui se portent bien sont

ceux qui sont en langue arabe, alors que la presse en français recule. Il a vivement regretté, à ce propos, l'indifférence coupable de la France à l'égard de la langue française et de son devenir hors de l'Hexagone. Auparavant, Yves Bigot, le directeur général de TV5 Monde, avait mis en évidence avec éloquence le rôle joué par cette télévision francophone sur les cinq continents.

### Plaidoyer pour la diversité culturelle numérique

Au terme de ces trois jours de débats, les participants ont insisté sur quatre axes essentiels pour les années à venir: l'innovation, la formation, les contenus et la distribution. Ils ont aussi tenu à rappeler le rôle particulier des médias en matière de culture et d'information, soulignant que la culture doit l'emporter sur le marché et le citoyen prévaloir sur le consommateur. Ils ont donc appelé les gouvernements des pays francophones à se saisir de nouveau des questions traitées en 2005 par la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, afin d'en adapter le contenu à la généralisation du numérique, à l'accès au réseau et à la convergence des médias. Parmi les recommandations formulées lors de la réunion de Montréal, le renforcement de la coopération et des échanges entre les centres de formation francophones est apparu comme une nécessité. Dans le même ordre d'idées, un participant a proposé de favoriser les échanges temporaires de journalistes afin de partager les savoir-faire et

de favoriser la connaissance réciproque. Ainsi, par exemple, un journaliste suisse viendrait travailler quatre semaines au sein d'un média sénégalais avant que ce soit au tour d'un journaliste sénégalais d'être accueilli dans une rédaction suisse.

### Tics et tiques

S'agissant de la distribution des contenus audiovisuels au sein de l'espace francophone et au-delà, l'idée a été lancée de créer une plate-forme d'échange, même si plusieurs tentatives passées dans ce domaine n'ont pas rencontré le succès escompté. Par ailleurs, compte tenu de l'existence de réglementations nationales différentes en matière de droit d'auteur, il a été proposé que les droits de diffusion d'une œuvre soient désormais négociés pour une langue donnée et plus seulement pour un territoire donné. Cette première conférence internationale sur l'avenir des médias francophones devrait être suivie d'autres rencontres du même genre pour resserrer les liens entre les acteurs des différents pays de la Francophonie et leur permettre de relever ensemble les défis de la mondialisation numérique. Car, comme les tics nerveux et les tics de langage, sans parler des tiques susceptibles de transmettre des maladies, les «TIC» numériques (technologies de l'information et de la communication) pourraient bien eux aussi, si l'on n'y prend garde, pourrir la vie des médias traditionnels, qu'ils soient francophones ou non.

Philippe Stroot

### Edito

## UPF: de moribonde à convalescente



Ouf, on respire dans les milieux institutionnels de la Francophonie. L'UPF (Union internationale de la presse francophone), dont notre association est l'une des trente-cinq sections, a été sauvée d'une mort que les vicissitudes de l'existence lui avaient fait côtoyer. Notre organisation est ressortie requinquée des 43<sup>e</sup> assises qui se sont déroulées à Dakar. Elle prend aujourd'hui l'allure d'une convalescente dont la guérison définitive se jouera durant ces prochains mois. Car elle a décidé de rompre avec les structures du passé. Le siège central de Paris ne fonctionnera plus comme unique pouvoir décisionnel. Le comité directeur est en train de mettre en chantier une feuille de route dont l'objectif est de permettre le soutien aux sections dans les activités qu'elles décideront elles-mêmes d'accomplir. La crise de la presse écrite et la

place essentielle du numérique dans le développement des médias se retrouvent comme sujets de préoccupation au Nord et au Sud. Des plages de collaborations, d'échanges et d'expériences serviront à apprivoiser au mieux la révolution technologique en cours. L'UPF retrouvera une pleine santé que si ses dirigeants agissent sans relâche pour mettre en pratique les bonnes résolutions prises.

Dans la conjoncture actuelle, l'UPF a plus que jamais un rôle déterminant à jouer sur la scène internationale. L'importance de la presse francophone réside non seulement dans son apport pour la sauvegarde de la langue française, mais également pour assurer la pérennité des valeurs démocratiques d'un projet de société et d'une éthique professionnelle.

Jean-Pierre Molliet

# L'UPF s'est donné un second souffle

Les 43e Assises de la presse francophone, tenues à Dakar du 19 au 23 novembre 2014, ont marqué le retour sur la scène internationale de l'UPF qui ne s'était plus réunie depuis les Assises de Rabat en juin 2010.

Plusieurs réunions, plus ou moins restreintes, du Comité international avaient néanmoins été organisées dans l'intervalle pour tenter de donner un nouveau souffle à l'Union après la crise engendrée par le départ de Georges Gros de son poste de secrétaire général international. Son successeur, Jean Kouchner, s'est acquitté de sa nouvelle tâche avec l'enthousiasme et la gentillesse qui le caractérisent, en animant les travaux aux côtés de l'excellent président Abdelmouaïm Dilami, qui n'a malheureusement eu l'occasion de présider que deux Assises au cours de son mandat quelque peu agité.

## Des changements, vraiment?

Si les travaux de ces 43e Assises, fort bien organisées par les hôtes sénégalais, ont donné lieu à quelques présentations et débats intéressants, le renouvellement des instances dirigeantes a pu laisser un goût amer en donnant l'impression que tout avait

été préparé à l'avance et que la composition du Bureau était une fois encore livrée «clés en main» aux membres du Comité international. Ce que d'aucuns ont résumé, en dépit des promesses de renouveau et de transparence accrue dans le fonctionnement de l'UPF, par la formule bien connue: plus ça change, plus c'est la même chose... Un membre du Comité international a ainsi résumé le résultat de l'élection des six membres du Bureau de l'UPF par une métaphore footballistique prenant la forme de deux scores: Européens-Africains 4-2 et hommes-femmes 6-0. C'est peut-être pour compenser un peu cette absence de femmes dans les instances dirigeantes de l'UPF que l'une d'entre elles a été désignée ensuite pour occuper la nouvelle fonction de secrétaire générale adjointe, à la demande de Jean Kouchner, dont le domicile n'est pas à Paris et qui a donc besoin d'aide pour gérer les affaires courantes. Il s'agit de la toujours souriante Khadija Ridouane (Maroc), actuellement étudiante en stage dans la capitale française et qui avait déjà assisté la fidèle Chantal Leroy dans la préparation administrative des Assises de Dakar.

## Des regrets

Le nouveau Bureau de l'UPF se compose donc de la manière suivante: président, Madiambal Diagne (Sénégal); vice-présidents, Jean Miot (France), Aimé Robert Bihina (Cameroun) et Jean-Pierre Molliet (Suisse); trésorier, François Stevenin (val d'Aoste) et secrétaire général, Jean Kouchner (France), ces deux derniers étant reconduits dans leurs fonctions. La présence du Français Jean Miot en tant que vice-président a quelque peu surpris et renforcé l'impression que la section française restait «plus égale que les autres». Ce qui serait plutôt paradoxal alors même que plusieurs intervenants ont déploré au cours de ces Assises l'indifférence de la France à l'égard de la Francophonie. Il est à noter que ni l'Europe de l'Est, ni l'Asie, ni l'Amérique du Nord ne sont représentées dans les instances dirigeantes de l'Union internationale de la presse francophone. Il est permis de le regretter, sans naturellement que cela remette en cause la valeur et la compétence de ceux qui ont été élus ou désignés.



Madiambal Diagne  
président de l'UPF

## 2014: une année meurtrière pour les journalistes

L'année qui vient de s'écouler est l'une des plus meurtrière selon le rapport de la Presse Emblème Campagne (PEC). Au moins 138 journalistes de 32 pays sont morts en couvrant des conflits à travers le monde.

«L'année écoulée a été terrible pour les journalistes. Un nouveau conflit meurtrier pour les travailleurs des médias s'est ouvert en Ukraine, l'offensive israélienne à Gaza cet été a fait de très nombreuses victimes, et en Syrie l'horreur a atteint de nouveaux sommets avec des journalistes décapités en public», a affirmé le secrétaire général Blaise Lempen.

C'est Israël qui a été à l'origine du plus grand nombre de victimes cette année, avec un total de 16 journalistes tués lors de l'offensive militaire à Gaza. La Syrie est au second rang du nombre de victimes, avec 13 victimes, devant le Pakistan (12 tués). Par région, le Moyen-Orient est la région la plus violente avec 46 journalistes tués, devant l'Asie (31), puis l'Amérique latine (27), l'Afrique subsaharienne (14) et l'Europe (10).

Depuis le début du décompte effectué par la PEC, en 2006, soit en neuf ans, plus de 1000 journalistes ont été tués (exactement 1038).

«Ces bilans très élevés sont clairement liés à des conflits armés violents qui perdurent et ne trouvent pas de solution politique. Les prises d'otages sont devenues plus fréquentes», a souligné Blaise Lempen.

## Engagement positif des Etats

«Il est positif que les gouvernements s'engagent beaucoup plus qu'il y a quelques années pour renforcer la sé-

curité des journalistes par l'adoption de résolutions à l'ONU. On assiste également au lancement de nombreuses initiatives par les ONG et les Organisations internationales», a ajouté le secrétaire général de la PEC. Mais l'impunité et le non-respect du droit international par les belligérants sont des facteurs qui sur le terrain continuent à prédominer. La volonté politique dans les pays les plus concernés manque pour faire la lumière sur les meurtres et traduire les responsables en justice. C'est la raison pour laquelle la PEC réclame un instrument international, car la justice est défaillante sur le plan local dans plusieurs pays. Dans les pays en conflit ou déstructurés, il est dans la pratique impossible de lancer des enquêtes.

«L'ONU doit créer un mécanisme de suivi sur le plan international si l'on veut lutter vraiment contre l'impunité. Ce devrait être la mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme à Genève», a déclaré Blaise Lempen. «Les problèmes d'accès aux zones de conflit restent aigus. Beaucoup de médias renoncent à y envoyer des journalistes en raison de risques trop grands. Mais, de ce fait, la couverture des conflits diminue dans les médias et, du même coup, la pression de l'opinion publique pour les résoudre et financer l'aide humanitaire indispensable», a-t-il encore commenté.

(UPF)

## Déclaration de Dakar

La traditionnelle résolution finale, présentée à la cérémonie de clôture sous le titre de Déclaration de Dakar, appelle notamment les médias francophones «à la compréhension et au respect des différences culturelles». Rappelant que les Assises avaient été placées sous le thème des «Jeunes face au numérique», elle affirme qu'il «ne saurait y avoir de développement de la Francophonie sans développement du numérique. Elle appelle enfin au «respect absolu de l'indépendance des journalistes et de l'autonomie des médias», sans préciser toutefois que ce doit être aussi bien à l'égard des pouvoirs économiques que des pouvoirs politiques. Elle plaide enfin en faveur de la « libre circulation des hommes et des idées», célèbre slogan lancé à Helsinki en 1975 et dont on a pu dire qu'il s'agissait de la plus grande arnaque du XXe siècle car cette libre circulation est encore loin d'être devenue réalité, sauf pour les marchandises et les capitaux. La Déclaration de Dakar demande donc que soient prises «rapidement des initiatives courageuses pour l'attribution de visas dans l'espace francophone».

## Le Sénégal doublement à l'honneur

Au-delà du contenu des débats et des thèmes abordés, de manière nécessairement superficielle compte tenu du temps disponible, ces Assises de Dakar ont démontré une fois de plus que le principal mérite d'un tel événement annuel (pour autant qu'il le redevenne) est de permettre des rencontres conviviales et des échanges entre journalistes et représentants des médias de diverses parties du monde, ainsi que de faire la connaissance à chaque fois d'un pays de la Francophonie et de son peuple. Comme d'autres, le Sénégal a beaucoup de choses à offrir à cet égard et aucun des participants ne regrettera sans doute d'avoir fait le déplacement en Afrique de l'Ouest. L'excursion dans la réserve naturelle de Bandia et au lac Rose, ainsi que la visite de Gorée leur laisseront sans doute quelques souvenirs inoubliables.

Pays hôte des Assises de la presse francophone puis du Sommet de la francophonie, le Sénégal est doublement à l'honneur puisque l'UPF sera désormais présidée par le chaleureux et compétent Madiambal Diagne, qui a la lourde tâche de succéder à sept présidents qui ont marqué la vie de l'Union depuis trente ans: deux Français, deux Ivoiriens, deux Marocains et un Suisse, Jean-Marie Vodoz. Nul doute qu'il saura reprendre le flambeau en modifiant ce qui doit l'être mais sans pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain.

Philippe Stroot

# L'avenir du français ici et ailleurs

Les associations Alpes Léman Québec et Défense de la langue française des Pays de Savoie ont organisé à Annemasse, à la fin novembre, une journée placée sous le thème de «L'avenir du français dans les pays frontaliers de l'Hexagone et en Amérique du Nord».

Les participants ont eu le plaisir de visionner le film de Jean-Pierre Roy, «La langue à terre» démontrant l'anglicisation galopante de Montréal, du Québec et, dans une certaine mesure, de la France. C'est une véritable enquête étendue sur trois ans qui s'interroge sur les raisons qui ont conduit les Québécois à cette situation malgré la loi 101 qui devait faire du français la langue commune de la région. Ce film dénonce l'inertie tranquille des francophones canadiens endormis dans une «paix linguistique» promise après le référendum de 1995. Il dévoile l'intransigeance des anglophones face au Québec français et révèle également les ratés de la francisation et de l'intégration des nouveaux arrivants dans ce pays.

## Le français menacé

L'impact de l'anglo-américain ne se fait d'ailleurs pas sentir qu'au Canada, il en

va de même ailleurs sur la planète, et le film explore la place qu'occupe le «glo-bish» en France. On y découvre Bernard Pivot et d'autres personnalités s'interroger sur les incidences de l'anglais sur la société française. Jean-Pierre Roy, qui espérait être soutenu en France, mère patrie de notre langue, dans sa lutte pour le maintien du français dans son pays, s'est dit fort déçu à la vue des publicités, slogans, logos des sociétés, etc., entièrement rédigés en anglais dans les rues de Paris.

Les orateurs qui se sont exprimés l'après-midi ont confirmé que le même problème se présentait dans les Etats multilingues tels que la Suisse romande, la Belgique (Wallonie-Bruxelles, Flandres et Flandre), le val d'Aoste et les vallées vaudoises du Piémont.

Des représentants de ces pays ont expliqué sous quelle forme s'exprimait leur combat pour la défense de notre langue. Le débat qui a suivi fut nourri et plein de

leçons. Un enseignant français déplorait, par exemple, l'insuffisance de la formation de certains jeunes profs.

## Poursuivre la lutte

L'association Défense de la langue française de la Haute-Savoie intervient quant à elle auprès des autorités en portant plainte contre l'abus de mots anglais. Un jeune représentant valdôtain a lui aussi exprimé son pessimisme quant à l'avenir du français dans sa région. Il a rappelé l'interdiction de parler français au val d'Aoste durant la période fasciste, cette langue étant celle de l'ennemi! C'est pourquoi les gens plus âgés dans cette partie de l'Italie ont perdu l'habitude de parler notre langue.

Les Wallons ont à leur tour déploré l'emprise du flamand dans la partie francophone de la Belgique; puis le représentant jurassien, Pierre-André Comte, a rappelé la lutte menée par ses



Le président Daniel Favre en compagnie du cinéaste Jean-Pierre Roy

compatriotes jusqu'au vote d'autodétermination de 1974 qui a débouché sur la création du 23e canton de la Confédération, un Etat francophone. Président de l'Association suisse des journalistes francophones, Daniel Favre à lui, rendu compte du combat de son organisation et de l'association Défense du français pour faire respecter, souvent en vain, notre langue. Tout en citant quelques succès tels que le terme «directory» redevenu «annuaire», Geneva Airport francisé en Genève Aéroport de Genève ou «border guard» changé en «garde-côte» sur les bateaux de la police du lac. Un faible espoir dans ce marasme.

Brigitte Rosazza

# InfoSud: la clé sous le paillason

Après vingt-sept ans de présence et plus de 18 000 articles produits en Europe, en Afrique et en Asie, l'agence de presse InfoSud a dû suspendre son activité professionnelle.

InfoSud a été créée en 1988 à Lausanne par Daniel Wermus et Ram Etwareea pour «donner un autre regard du Sud dans les médias du Nord». Cette agence de presse s'est imposée comme une source d'information indépendante et de qualité. Au mois de novembre dernier, «L'Echo» publiait encore un très bon article sur la précarité des femmes au Japon. Que s'est-il passé? «La crise que connaît la presse depuis quelques années nous a touchés de plein fouet» répond la directrice Carole Vann. Dans son bureau, situé à l'intérieur du Palais des Nations à Genève, celle qui travaille pour InfoSud depuis seize ans parle d'une voix empreinte d'émotion. «C'est très dur de devoir fermer. Surtout lorsque vous savez que ce que vous faites a du sens, mais que ça ne rapporte pas assez.»

## Journalistes de renom

«Avant, se souvient-elle, nous avions des pages entières dans de grands quotidiens en Suisse et à l'étranger. En quelques années, les commandes ont diminué. Les journalistes qui nous trans-

mettaient de bons sujets et se voyaient refuser une fois, puis deux, une publication, se sont découragés.»

Les problèmes des quotidiens, dont les recettes publicitaires ont fondu, expliquent en partie l'échec d'InfoSud. Mais les pays en développement intéressent-ils encore les médias? «Les rédactions aiment nos sujets. Les journalistes et les rédacteurs en chef apprécient notre travail. C'est au niveau de la direction que ça coince. Pour eux, il n'y a que les chiffres qui comptent. Il faut produire vite et en quantité.»

Bien que l'aventure se termine, la petite agence de presse peut être fière du travail accompli. Taoufik Benbrick, journaliste tunisien de renommée internationale depuis le début du Printemps arabe, a publié ses premiers articles en Europe grâce à InfoSud. «Fraternité Matin», quotidien d'Abidjan (Côte d'Ivoire), dont les articles sont repris par le «Courrier international», est dirigé par Michel Koffi, qui doit beaucoup à l'agence genevoise. Au Mali, Intagrist El Ansari, a fait ses débuts grâce à InfoSud. Il est photographe, reporter et cor-

respondant en Afrique du Nord-Ouest pour le «Huffington Post». Avant d'être repéré par «Le Temps» pour y travailler comme correspondant à Bruxelles, le Mauricien Ram Etwareea a travaillé dix ans pour InfoSud.

## A la rencontre des journalistes du Sud

La directrice et ses deux collaboratrices, dont aucune ne travaille à plein-temps pour l'agence, ne jettent pas l'éponge pour autant. «Nous allons continuer à former des journalistes à l'étranger», explique Carole Vann en tendant des articles de journalistes cambodgiens réalisés à Phnom Penh. «Ceux-là datent de l'an dernier. La formation a duré deux semaines.» Cours de photo, traitement de l'image, technique d'écriture: la directrice, qui a obtenu le Prix Nicolas Bouvier en 2007 pour une série d'enquêtes sur l'Iran et l'Ouzbékistan, organise des ateliers depuis 2001. «Chaque stage débouche sur une série d'articles. Au nord du Vietnam, nous avons travaillé

sur l'agent orange et la grippe aviaire. En 2015, nous devrions aborder les 40 ans de la chute de Saïgon.» Jusque-là, l'Asie a été privilégiée. Mais c'est pour la Côte d'Ivoire que Carole s'envolera prochainement. Un collègue vietnamien la rejoindra pour animer l'atelier. «Nous voulons aider à tisser un réseau de journalistes du Sud. Il faut trouver un financement pour chaque projet, ce qui n'est pas évident. Mais ça en vaut la peine quand on voit le résultat.»

Cédric Reichenbach («L'Echo Magazine»)

## Sud encore frustré

L'Agence internationale d'images de télévision, rattachée à France Télévisions, a cessé ses activités le 7 décembre. Elle fournissait gratuitement des images et reportages à une soixantaine de chaînes en Afrique et au Proche-Orient.

## «Noirs de Suisse» de Cikuru Batumike



Cikuru Batumike nous avait habitués à ses poèmes, essais et nouvelles. Il présente dans son dernier ouvrage la situation des Noirs en Suisse, ceux que nous côtoyons chaque jour et sur lesquels nous nous posons tant de questions. Qui sont-ils, d'où viennent-ils, que viennent-ils faire dans ce pays et pourquoi ont-ils quitté leur soleil pour le froid de nos hivers?

Ce livre essaie d'y répondre. Et, avec étonnement, j'ai lu que les Suisses auraient contribué à la déportation de quelque 175 000 Noirs vers les Amériques! Nous avons donc un passé de négriers!

L'auteur, Suisse originaire du Congo-Kinshasa, est membre de notre association et de la société des poètes français.

B. R.

«Noirs de Suisse», de Cikuru Batumike, Editions Ovidia (Nice), dans la Petite Collection.  
[diffusion@globalia-counselling.com](mailto:diffusion@globalia-counselling.com)  
[Batumike29@gmail.com](mailto:Batumike29@gmail.com)

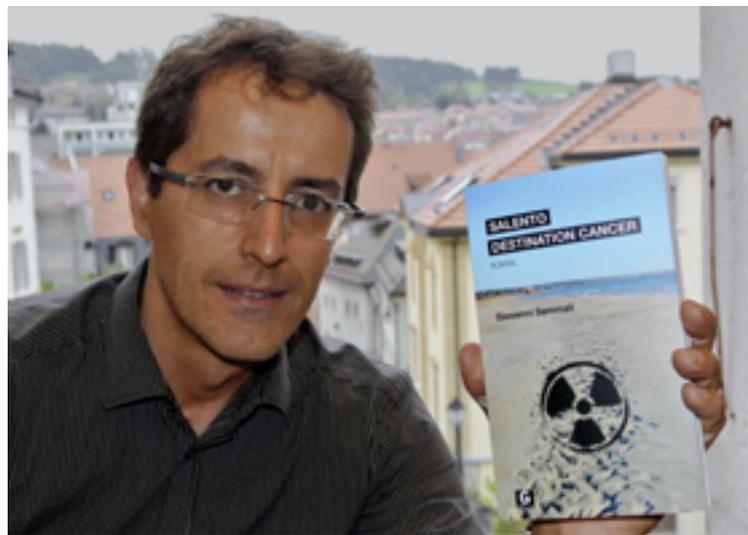
## «Salento 2014 Destination cancer» de notre ancien confrère Giovanni Sammali

Le «New York Times» a publié une page sur la magie de la saine gastronomie du Salento. Mais Stefano, pourtant amoureux de sa terre, vomit de colère. Il vient de découvrir que la carte postale dissimule un inattendu enfer toxique, où radioactivité, dioxine et autres poisons tuent les habitants. Stefano tombe sur les appels au secours des oncologues. Sur les aveux d'un repentir révélant que la mafia a déchargé aussi dans le Salento des fanges de tous genres. Et que l'Union européenne vient de sommer l'Italie d'assainir ou alors de fermer l'Ilva de Tarente, aciérie d'une autre

ère empoisonnant l'air et le sol loin à la ronde. Et près de là, le Club Med va accueillir plus d'un million de vacanciers comme si de rien n'était. Stefano, enfant d'émigré, va s'improviser cerveau d'une série d'actions de terrorisme vert, qui vont paralyser plusieurs jours le talon de la Botte.

C.S.

«Salento 2014, destination cancer», de Giovanni Sammali, Editions G d'Encre, Le Locle  
[info@editions-gdencre.ch](mailto:info@editions-gdencre.ch)



## La promesse d'Alain Berset

Lettre du conseiller fédéral au Parlement jurassien qui avait envoyé une résolution intitulée «Pour un apprentissage d'une deuxième langue nationale à l'école primaire».

Je tiens à réitérer l'avis du Conseil fédéral selon lequel l'apprentissage d'une langue nationale à l'école primaire est important pour la compréhension entre les régions linguistiques et pour la cohésion nationale. Dans le cadre de ses compétences, le Conseil fédéral est prêt à défendre les langues nationales dans l'enseignement à l'école obligatoire.

D'autres mesures favorisent également la cohésion nationale et la compréhension entre les communautés linguistiques, comme les échanges linguistiques et culturels ou encore les mesures de promotion des langues nationales minoritaires en dehors de leur aire de diffusion traditionnelle. Dans le cadre du message culture pour la période 2016-2020, le Conseil fédéral a décidé de renforcer ces mesures. Il posera ainsi les bases d'une sensibilisation à large échelle aux langues nationales.

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

# ADHÉREZ

La langue française  
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE  
DES JOURNALISTES FRANCOPHONES  
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

## Impressum

Parution trimestrielle. Editeur: Association suisse des journalistes francophones, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne. Téléphone 021 653 12 20. CCP 10-3056-2 Lausanne. Coordinateur et rédacteur en chef: Jean-Pierre Molliet. Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.- par an. Impression: IRL plus SA Publicité: page entière: Fr. 1500.-; 1/2 page: Fr. 800.- (1 parution); page entière: Fr. 1300.-; 1/2 page: Fr. 700.- (plusieurs parutions). La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Tamedia Publications romandes SA et IRL plus SA.